



COMMUNIQUÉ

N° : 25

L'IATA réclame des mesures économiques parrainées par l'OACI pour contrer les changements climatiques

11 juin 2012 (Beijing) – L'Association du transport aérien international (IATA) a réitéré sa demande en vue d'une solution globale au problème des émissions de l'aviation négociée par l'entremise de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

« Pour atteindre nos objectifs ambitieux, il nous faut une approche acceptée à l'échelle mondiale et portant sur la technologie, les opérations et les infrastructures, mais également des mesures positives fondées sur le marché. Tous, y compris l'Europe, s'entendent sur le fait que la solution réside dans une entente mondiale sous la direction de l'OACI, adoptée lors de l'assemblée générale de l'organisme en 2013. Mais la décision unilatérale et extraterritoriale de l'Europe d'inclure l'aviation dans son mécanisme d'échange de droits d'émission à compter de 2012 crée un climat de discorde là où il faudrait de l'harmonie », a déclaré M. Tony Tyler, directeur général et chef de la direction de l'IATA.

M. Tyler a tenu ces propos lors de son exposé sur l'état de l'industrie à l'ouverture de la 68^e Assemblée générale annuelle de l'IATA et du Sommet mondial du transport aérien à Beijing, en Chine.

L'industrie mondiale du transport aérien a pris trois engagements séquentiels pour gérer sa part de 2 % des émissions mondiales de carbone résultant de l'activité humaine. Ces trois objectifs sont les suivants :

- Améliorer l'efficacité énergétique de 1,5 % par année d'ici 2020.
- Plafonner les émissions nettes à partir de 2020, avec une croissance neutre en carbone.
- Réduire de moitié les émissions nettes d'ici 2050, par rapport au niveau de 2005.

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, l'industrie déploie une stratégie fondée sur quatre piliers, soit les investissements en technologie, l'efficacité des infrastructures, l'amélioration des opérations et des mesures positives fondées sur le marché, c'est-à-dire, idéalement, un mécanisme mondial unique pour compenser certaines émissions.

« Pour atteindre nos objectifs ambitieux, il nous faudra, tout au moins au début, des mesures positives fondées sur le marché et coordonnées à l'échelle mondiale. Le mécanisme extraterritorial d'échange de droits d'émission de l'Union européenne (ETS) ne va pas dans la bonne direction. C'est un obstacle polarisant qui empêche de réels progrès. Le principe de durabilité devrait unifier le monde en vue d'un objectif commun et non le diviser par des affronts à la souveraineté qui risquent de provoquer une guerre commerciale dont personne ne veut et que personne ne peut gagner. Notre pays hôte, la Chine, est à l'avant-garde de l'opposition à l'ETS de l'UE – elle interdit à ses transporteurs d'y participer », a expliqué M. Tyler.

« Il y a toutefois un terrain commun. Tous, y compris l'Europe, considèrent que la seule véritable solution réside en une entente mondiale qui serait adoptée par l'assemblée de l'OACI en 2013. Une telle entente, cependant, est impossible dans les conditions actuelles. L'Europe semble plus déterminée à mettre à place unilatéralement son système ETS qu'à négocier de bonne foi une entente multilatérale. Pour ses homologues du reste du monde, cela revient à négocier avec un révolver sur la tempe. Personne ne conteste le fait que l'Europe a inscrit le principe de durabilité à l'agenda mondial. Les États s'en préoccupent comme jamais auparavant. Il incombe maintenant à l'Europe de saisir l'occasion, d'agir de façon crédible pour désamorcer la situation et de s'employer à trouver une solution globale souhaitée par tous », affirme M. Tyler.

L'OACI examine actuellement quatre options qui pourraient constituer des mesures mondiales pour gérer l'aviation internationale.

- Un mécanisme de compensation mondial obligatoire.
- Un mécanisme de compensation mondial, obligatoire, accompagné d'impôts additionnels.
- Un mécanisme mondial d'échange de droits d'émission.
- Un système mondial de niveau de référence et crédits (« Baseline & Credit »).

Ces options sont en développement et seront examinées par le Conseil de l'OACI en vue d'une entente sur l'une d'entre elles lors de la prochaine assemblée des États membres de l'OACI à l'automne 2013.

« Les récents progrès à l'OACI nous encouragent », explique M. Tyler. « Pour la première fois, les États auront des propositions concrètes à examiner. Il est essentiel que l'entente soit adoptée lors de la prochaine assemblée de l'OACI pour que l'industrie et les gouvernements puissent relever ensemble le défi des changements climatiques et atteindre les objectifs ambitieux que nous avons fixés. »

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

Communications corporatives

Centre des médias de l'AGA, tél. : +86 10 650 0879

Courriel : corpcomms@iata.org

Notes aux rédacteurs :

- L'IATA (Association du transport aérien international) représente quelque 240 compagnies aériennes qui assurent 84 % du transport aérien mondial.
- Vous pouvez nous suivre sur notre compte Twitter (<http://twitter.com/iata2press>) spécialement destiné aux médias.
- L'AGA de l'IATA et le Sommet mondial du transport aérien ont lieu à Beijing, en Chine du 10-12 juin.
- Plus de 750 dirigeants de l'industrie et 350 media de l'industrie y prennent part.